



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
LIMITÉE

DP/1997/L.9
14 mai 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session annuelle de 1997
12-23 mai 1997, New York
Point 8 de l'ordre du jour
PNUD

RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR POUR 1996 ET
QUESTIONS CONNEXES

COMITÉ DE HAUT NIVEAU POUR L'EXAMEN DE LA COOPÉRATION
TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

L'Administrateur souhaite porter à l'attention du Conseil d'administration les décisions ci-après, adoptées par le Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement à sa dixième session, tenue à New York du 5 au 9 mai 1997.

TCDC/10/1. EXAMEN DES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA MISE EN OEUVRE DE
LA COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

A. Examen des progrès réalisés dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires et des décisions prises par le Comité de haut niveau et application des recommandations de la Commission Sud

Le Comité de haut niveau,

Réaffirmant l'intérêt et la pertinence du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement,

Prenant acte de la Déclaration ministérielle faite à l'occasion de la 20e réunion annuelle des ministres des affaires étrangères des États membres du Groupe des 77 qui s'est tenue à New York en septembre 1996,

Prenant acte également de la Déclaration et du Plan d'action adoptés par la Conférence Sud-Sud sur le commerce, les finances et l'investissement, qui s'est tenue à San José (Costa Rica) en janvier 1997,

Prenant note du document final de la douzième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi (Inde) en avril 1997,

Prenant acte du rapport établi par le Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement du Programme des Nations Unies pour le développement,

1. Réaffirme que la coopération technique entre pays en développement représente un potentiel considérable et qu'elle est déjà largement considérée comme un instrument novateur et efficace de coopération technique, et engage les pays en développement qui ne l'ont pas encore fait à élaborer des politiques et des stratégies nationales pour la coopération technique entre pays en développement de façon à donner pleinement effet à ce mode de coopération;

2. Se félicite des efforts notables réalisés tant par les pays en développement que par le système des Nations Unies pour le développement aux fins de promouvoir la coopération technique entre pays en développement dans le cadre de la coopération pour le développement et le rôle de plus en plus important qu'elle joue dans les relations bilatérales et multilatérales, notamment de la multiplication des initiatives visant à faire concorder les capacités et les besoins, qui ont abouti à un nombre appréciable d'accords bilatéraux, ainsi que des activités touchant la formation, les transferts de technologie, la reconstruction et l'échange de données d'expérience dans différents domaines dans le cadre de la coopération interrégionale;

3. Se félicite également des efforts faits par d'autres pays pour participer davantage à la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement;

4. Note avec satisfaction les mesures déjà prises pour faire de la base de données du Système d'orientation pour l'information de la CTPD un système d'information multidimensionnel, comprenant des renseignements sur les différents experts, les moyens dont disposent les institutions, les centres d'excellence, ainsi que sur les meilleures pratiques de pays en développement susceptibles d'être introduites ailleurs, constate que des contraintes limitent l'usage effectif de cette base de données et demande à cet égard au Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement de prendre des mesures, notamment en faveur du renforcement des capacités, afin de permettre aux pays les moins avancés d'avoir accès aux réseaux internationaux d'information (tels qu'Internet), de sorte qu'ils puissent effectivement utiliser le Système d'orientation;

5. Félicite les pays en développement qui ont alloué des ressources nationales à la coopération technique entre pays en développement par des filières bilatérales et multilatérales, et mis à disposition à cette fin les moyens dont ils sont dotés en matière d'équipements institutionnels, de compétences et de centres d'excellence;

6. Incite les pays en développement qui ne l'ont pas encore fait à instituer des centres nationaux de liaison pour la coopération technique entre pays en développement, et ceux qui en sont déjà pourvus à veiller à leur allouer le personnel et les équipements voulus pour qu'ils puissent fonctionner de manière efficace et productive;

7. Réaffirme que la coopération Sud-Sud ne saurait se substituer à la coopération Nord-Sud dont elle doit être le complément, et souligne à ce propos la nécessité de promouvoir efficacement des mécanismes triangulaires facilitant les programmes et projets de coopération Sud-Sud;

8. Encourage les pays développés qui soutiennent déjà la coopération technique entre pays en développement par des arrangements triangulaires ou des filières bilatérales et multilatérales à continuer d'accroître le soutien financier qu'ils apportent à la coopération technique entre pays en développement, notamment par des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la coopération Sud-Sud, et appelle les autres pays développés à faire de même;

9. Réaffirme ce qui était recommandé dans le Plan d'action de Buenos Aires, à savoir que les institutions internationales et les pays développés donnent la priorité, lorsqu'ils élaborent, formulent et exécutent des projets de coopération technique dans les pays en développement, à l'utilisation des moyens, des consultants et des compétences locaux et, à défaut, des ressources techniques d'autres pays en développement;

10. Prie les organismes des Nations Unies de prendre les mesures voulues pour améliorer l'insertion de la coopération technique entre pays en développement dans leurs programmes et projets, et de redoubler d'efforts pour que cette modalité soit systématiquement intégrée aux activités opérationnelles de développement des Nations Unies, et encourage les autres institutions internationales compétentes à faire de même;

11. Demande aux organismes des Nations Unies, en particulier au Programme des Nations Unies pour le développement, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et aux autres organismes compétents de faire des efforts concertés, dans le cadre de leurs mandats respectifs et des programmes établis, pour aider les pays en développement à recourir à la coopération technique entre pays en développement pour la promotion des petites et moyennes entreprises, qui constituent un élément crucial de la stratégie de développement de la plupart des pays en développement;

12. Demande à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de poursuivre son action en vue de mobiliser un appui accru des bailleurs de fonds, afin d'accroître les ressources consacrées à la coopération technique entre pays en développement, notamment en augmentant la dotation du Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero et le soutien au Centre du Sud conformément aux décisions prises par le Comité de haut niveau à sa neuvième session;

13. Recommande que les mécanismes intergouvernementaux du système des Nations Unies, agissant dans le cadre de leurs mandats respectifs et des programmes de travail établis, ainsi que le Comité de haut niveau encouragent l'établissement de liens plus étroits entre la coopération technique entre pays en développement et la coopération économique entre ces mêmes pays, tant au niveau des grandes orientations que sur le plan opérationnel;

14. Recommande, pour les futures sessions, de réaménager la structure des séances et d'adopter de nouvelles méthodes de travail, de sorte que les débats soient plus interactifs et que les délibérations du Comité aboutissent à des résultats plus concrets, en tenant compte à cette fin des suggestions faites par le Comité, qui figurent dans le rapport sur sa dixième session;

15. Se félicite de l'importance qui sera accordée à la coopération économique et technique entre pays en développement lors du débat que le Conseil économique et social consacrera aux activités opérationnelles de développement à sa session de fond de 1997 et recommande vivement que le rapport du Comité de haut niveau sur sa dixième session ainsi que le rapport sur les nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement (TCDC/9/3) fassent partie de la documentation dont le Conseil sera saisi pour l'examen de cette question;

16. Note avec intérêt que 1998 marquera le vingtième anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires et recommande que l'Assemblée générale tienne une session commémorative pendant sa cinquante-troisième session en vue de célébrer l'événement et de mobiliser un appui accru en faveur de la Stratégie relative aux nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement;

17. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de lui présenter à sa onzième session un rapport biennal d'ensemble et analytique sur les progrès réalisés dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires, ainsi que de la présente décision.

B. Examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la Stratégie relative aux nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement

Le Comité de haut niveau,

Réaffirmant la résolution 50/119 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1995, et les résolutions connexes du Conseil économique et social sur la coopération économique entre pays en développement et la coopération technique entre pays en développement,

Rappelant sa décision 9/2 par laquelle il a adopté les principales recommandations figurant dans le rapport sur de nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement (TCDC/9/3),

Réaffirmant que la coopération Sud-Sud est un élément important de la coopération internationale pour le développement et soulignant de nouveau que les pays en développement sont responsables au premier chef de la promotion de la coopération technique entre pays en développement, les pays développés et le système des Nations Unies ainsi que les autres organismes internationaux devant pour leur part faciliter et appuyer les activités dans ce domaine,

1. Considère que, si certains progrès ont été accomplis dans la mise en oeuvre de la Stratégie relative aux nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement, des progrès supplémentaires pourraient

/...

être obtenus plus aisément grâce, notamment, à des apports de ressources adéquats, au renforcement des institutions participantes et à des efforts en vue de mieux faire connaître le mécanisme de la coopération technique entre pays en développement et de susciter en sa faveur une plus grande motivation;

2. Recommande que les mécanismes intergouvernementaux du système des Nations Unies, agissant dans le cadre de leurs mandats respectifs et des programmes de travail établis, ainsi que le Comité de haut niveau encouragent l'établissement de liens plus étroits entre la coopération technique entre pays en développement et la coopération économique entre ces mêmes pays, tant au niveau des grandes orientations que sur le plan opérationnel;

3. Prie instamment le système des Nations Unies pour le développement de prendre des mesures efficaces pour assurer la mise en oeuvre des autres recommandations figurant dans la Stratégie relative aux nouvelles orientations, en particulier les nouveaux mécanismes de financement, l'expansion du Système d'orientation pour l'information de la CTPD, l'identification des pays pivots en matière de coopération technique entre pays en développement, la promotion d'arrangements de coopération triangulaire et la diffusion des meilleures pratiques en matière de coopération technique entre pays en développement;

4. Loue les efforts déployés pour promouvoir l'établissement de liens plus fructueux, plus nombreux et plus diversifiés avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales et la société civile;

5. Accueille avec satisfaction, dans le contexte du suivi du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et dans le cadre du programme d'assistance technique conçu pour ces États, l'achèvement d'un répertoire général des experts des petits États insulaires en développement et l'établissement d'une liste des domaines considérés comme essentiels dans le Programme d'action pour lesquels la modalité de coopération technique entre pays en développement sera mise en oeuvre;

6. Se félicite de la création par l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement du Fonds d'affectation spéciale pour la coopération Sud-Sud, prend note avec reconnaissance des contributions déjà versées à ce Fonds par certains pays développés, et engage la communauté internationale des donateurs à y verser de généreuses contributions;

7. Se félicite également du cadre de coopération pour la coopération technique entre pays en développement (1997-1999)¹, dans lequel l'accent est mis sur l'élimination de la pauvreté, l'environnement, la production et l'emploi, le commerce, les investissements et la gestion macro-économique;

8. Accueille avec satisfaction la décision prise par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement d'allouer

¹ Décision 95/23 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population (E/1995/34).

0,05 % des ressources globales du Programme à la coopération technique entre pays en développement durant la période 1997-1999;

9. Demande aux pays en développement, aux pays développés et aux autres pays, à leurs organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'aux organisations et institutions des Nations Unies, d'appuyer sans réserve l'application effective du cadre pour la coopération technique entre pays en développement, notamment les programmes et projets novateurs – nationaux, régionaux et interrégionaux – et le recours accru à cette forme de coopération dans les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies;

10. Prie à nouveau l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement d'enjoindre aux représentants résidents de développer l'usage de la coopération technique entre pays en développement dans les activités de coopération technique, conformément à la résolution 1992/41 du Conseil économique et social;

11. Demande à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de veiller à préserver l'identité distincte du Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement au sein du Programme, et décide de réexaminer périodiquement le fonctionnement du Groupe spécial et les résultats obtenus en ce qui concerne la promotion, le suivi et la coordination de la coopération technique entre pays en développement, à l'échelle du système;

12. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement d'inclure dans le rapport biennal qu'il présentera au Comité de haut niveau lors de sa onzième session des renseignements sur les progrès réalisés dans l'application de la présente décision.

TCDC/10/2. CADRE GLOBAL POUR LA PROMOTION ET L'APPLICATION DE LA
COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le Comité de haut niveau,

Rappelant sa décision 9/3 du 2 juin 1995,

Prenant note des directives pour l'examen des politiques et procédures concernant la coopération technique entre pays en développement approuvées par le Comité administratif de coordination,

Prenant note également du rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (TCDC/10/4),

1. Prend acte des vues et observations formulées à sa dixième session concernant les moyens de rendre l'application des directives plus efficaces, afin de développer le recours à la coopération technique entre pays en développement dans le système des Nations Unies, cette modalité constituant désormais un nouveau courant de la coopération pour le développement;

2. Félicite les organismes des Nations Unies qui ont fait le nécessaire pour appliquer les directives approuvées par le Comité administratif de

/...

coordination, et engage les organisations et les institutions qui ne l'ont pas encore fait à prendre des mesures analogues de façon que l'application des directives soit uniforme et cohérente;

3. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de tenir des consultations sur ces directives avec les organisations et les institutions des Nations Unies, en tenant compte des vues exprimées par les États Membres et de la Stratégie pour les nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement, et de présenter les recommandations à ce sujet à l'Assemblée générale, pour examen et approbation, à sa cinquante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, de sorte que des recommandations soient soumises à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session, dans le cadre de l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies;

4. Note avec reconnaissance que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement a alloué des ressources financières accrues à la coopération technique entre pays en développement pour la période de programmation 1997-1999, et, compte tenu du développement de cette modalité, prie le Conseil d'administration de réexaminer périodiquement le volume des ressources consacrées à sa promotion, ainsi que ses effets sur l'exécution des programmes du Programme des Nations Unies pour le développement, et d'inclure ses conclusions, pour examen, dans le rapport du Comité de haut niveau;

5. Insiste sur la nécessité de mobiliser à nouveau des ressources financières accrues de toutes provenances, afin d'aider le Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement à mettre en oeuvre et à rendre opérationnelle la Stratégie pour les nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement;

6. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, eu égard aux fonctions confiées au Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement et aux responsabilités croissantes dont il est chargé, de faire en sorte que le Groupe spécial dispose du personnel voulu, pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses responsabilités;

7. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de lui rendre compte à sa onzième session de l'application de la présente décision.
